

Nomination d'un nouveau haut-commissaire du Canada à Londres

Mme Jean Wadds, ancien député progressiste-conservateur, succède à M. Paul Martin au poste de haut-commissaire du Canada à Londres.

M. Martin prend sa retraite après avoir représenté le Canada en Grande-Bretagne durant cinq ans.

Mme Wadds est âgée de 59 ans. Elle est diplômée de l'Université de Toronto.

Après la mort de son premier mari, l'ancien député conservateur Clair Casselman, elle lui a succédé au siège de la circonscription de Grenville-Dundas, en remportant une élection complémentaire en 1958. Elle a été réélue aux élections suivantes jusqu'à sa défaite dans la circonscription de Grenville-Carleton en 1968.

Elle a été déléguée aux Nations Unies en 1961 et elle a siégé au sein de plusieurs comités des Communes, dont celui des affaires extérieures.

Elle a également été secrétaire nationale du Parti progressiste-conservateur de 1971 à 1975.

Depuis mars 1975, Mme Wadds fait partie de la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Majoration du taux des OEC

Le taux de rendement de la nouvelle émission d'obligations d'épargne du Canada (OEC) a été majoré de même que celui de toutes les autres émissions qui ont présentement cours.

La nouvelle émission de 1979-1980, datée du 1er novembre 1979, aura un rendement de 11 p.c. pour la première année et de 10,50 p.c. pour chacune des six dernières années à l'échéance. La majoration produira un rendement annuel moyen à l'échéance de 10,59 p.c. dans le cas des obligations achetées avant le 16 novembre 1979. Le taux de rendement de toutes les autres émissions non échues a également été porté à 11 p.c. pour l'année débutant le 1er novembre 1979 et à 10,50 p.c. pour chacune des années subséquentes jusqu'à l'échéance des obligations.

Le taux de rendement de l'émission 1979-1980 avait été établi à 10,25 p.c. dans un communiqué du 12 septembre dernier.

L'annonce a été faite par le ministre des Finances, M. John Crosbie.

Aide du Canada aux Antilles du Commonwealth

Dans le cadre d'une nouvelle aide bilatérale au développement, le Canada versera aux Antilles du Commonwealth des contributions totalisant \$10 millions.

Les contributions représentent l'apport du Canada au Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique (CGCED). Ce Groupe a été créé en 1978, sous les auspices de la Banque mondiale pour servir de mécanisme de coordination et d'intensification de l'aide extérieure aux Antilles et pour revoir les activités régionales et nationales liées au développement économique.

Les contributions se répartissent comme suit:

- \$7 millions à la Jamaïque comprenant une ligne de crédit de \$4 millions pour l'achat de produits de base, valide jusqu'au 30 juin 1980; et

- un prêt spécial de \$3 millions pour l'achat de denrées, valide jusqu'au 30 juin 1980.

Ces contributions constituent également l'apport du Canada au groupe

Friends of Jamaica (présidé par le Royaume-Uni) et représentent une aide bilatérale à la balance des paiements de ce pays:

- \$1,5 million aux îles Leeward et Windward pour de nouveaux projets (le décaissement s'effectuera d'ici au 30 juin 1980);

- \$1,5 million à La Barbade pour un nouveau projet (le décaissement s'effectuera à compter du 1er avril 1980).

Lors de la deuxième réunion du CGCED, tenue en juin à Washington, un Comité consultatif spécial a été formé pour revoir les propositions régionales préparées par les diverses institutions internationales et pour se prononcer à leur sujet. Un représentant du Canada participera aux travaux de ce Comité.

Depuis 1965 environ, plus de \$200 millions d'aide canadienne ont été versés à cette région. En 1978-1979, une aide économique bilatérale de près de \$28,5 millions et un prêt spécial destiné à l'achat de denrées de \$7 millions ont été consentis.

Accord franco-canadien dans le domaine de la télévision interactive

Le ministre des Communications, M. David MacDonald, et l'ambassadeur de France au Canada, M. Xavier Daufresne de la Chevalerie, ont signé en octobre un Arrangement concernant l'étude des problèmes communs relatifs à la conception du système Vidéotex.

Cet Arrangement développera, entre les deux pays, une coopération orientée vers la recherche plutôt que vers le commerce. L'Arrangement préserve la spécificité des systèmes canadien (Téldon) et français (Antiope). Il vise à optimiser les avantages de chacun de ces deux systèmes. Il sera également profitable à tous les pays qui s'intéressent au Vidéotex, en favorisant la recherche de solutions aux problèmes que peuvent poser ces nouveaux services d'information.

Les signataires de l'Arrangement sont le ministère canadien des Communications d'une part, le secrétariat d'État français aux Postes et Télécommunications, ainsi que Télédiffusion de France, organisme gouvernemental français de radiodiffusion.

Un Canadien, directeur du laboratoire de radioactivité de Monaco

Pour la première fois, un chercheur canadien a été nommé directeur du Laboratoire international de radioactivité marine de Monaco. Il s'agit là d'un laboratoire de renommée mondiale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le nouveau directeur est M. Alan Walton, d'Ottawa, âgé de 47 ans, directeur de la Politique internationale des affaires maritimes au ministère des Pêches et des Océans.

Les principaux programmes du Laboratoire, mis en oeuvre par un personnel international de scientifiques de la mer, portent sur l'évaluation de la radioactivité dans les océans et l'établissement de normes valables pour la mesure des effets de cette radioactivité sur la vie marine. Le laboratoire, qui sert en même temps de centre de formation pour les scientifiques des pays en développement, étudie également d'autres formes de pollution marine.

M. Walton est l'auteur de quelque 80 publications scientifiques et techniques. Il est membre du Royal Institute of Chemistry.